

sur toutes les espèces d'impôts. L'Excise a perdue 641 mille livres sterling, la douane 374,191 livres sterling; l'Income-tax, qui suit les variations du revenu privé, a donné un million et demi de moins; il en a été de même des droits du timbre. La taxe des lettres offre seule des produits supérieurs à ceux de 1846; ce qui prouve, pour le dire en passant que le bas prix du tarif, favorisant l'usage de la correspondance, en a fait une nécessité de premier ordre.

L'annonce du déficit qui s'ouvre dans les caisses de l'échiquier a porté le découragement et la défiance à leur comble. Jusqu'à ce moment l'industrie et le commerce semblaient seuls atteints; le gouvernement demeurait étranger à la détresse publique et n'y prenait que la part volontaire de ses sympathies. Aussi, tous les regards étaient tournés vers lui, et l'on invoquait son intervention comme l'unique remède possible. Aujourd'hui, les embarras du crédit privé se communiquent à l'Etat. On rentre dans cette voie funeste des déficits dont la ferme volonté de sir Robert Peel avait fait sortir le pays.

Quelques journaux de Londres prétendent que le gouvernement britannique, malgré ses propres embarras, se propose de venir au secours du commerce. Si jamais l'intervention de l'Etat dans les affaires des particuliers peut se justifier, c'est lorsque la détresse des particuliers est en partie l'œuvre de l'Etat lui-même. Si le parlement anglais n'avait pas attaché le sceau de la puissance publique à ces myriades de chemins de fer dont la construction absorbe en ce moment toutes les forces de la Grande-Bretagne, on aurait traversé la crise avec moins de difficulté. L'imprévoyance du gouvernement a dévancé et autorisé en quelque sorte celle des individus. Il faut peut-être que le législateur guérisse les blessures qu'il a faites.

La famine commence déjà à se faire sentir en Irlande. Le conseil irlandais s'est réuni le 2 octobre à la Rotende; M. Wilson a proposé la résolution suivante:

"Il résulte de renseignements certains de toutes les parties de l'Irlande, corroborés par les notices personnelles de beaucoup de membres de ce conseil, que la grande masse de la population ouvrière est dans une position pire cette année qu'elle ne l'était l'an dernier à la même époque. Le conseil invite en conséquence tous les irlandais (indépendamment de toute assistance qui pourrait être donnée par le Parlement à considérer le danger et à mettre en activité tous leurs moyens et toutes leurs ressources en faisant exécuter des travaux rétribués, attendu que si le pays doit surmonter ce moment de terribles difficultés, ce sera surtout grâce aux efforts énergiques des classes productrices; le conseil croirait manquer à son devoir en ne prévenant pas le pouvoir exécutif que la perspective alarmante d'une nouvelle famine se présente. En conséquence, il est en outre décidé qu'afin de porter aussi vite que possible devant le Parlement, qui devrait être bientôt assemblé, les mesures nécessaires pour protéger la vie et les sujets irlandais de S. M., une réunion de pairs membres du Parlement et de membres de la Chambre des Communes d'Irlande soit convoquée à Dublin dans un bref délai, à l'effet de considérer et d'adopter les mesures.

"Le conseil s'engage à assister à cette réunion et à communiquer tous les renseignements en son pouvoir, et suggérer tout ce qu'il croira utile.

"Cette résolution est adoptée."

Les affaires prennent un aspect menaçant à Cork. Des ouvriers réunis au nombre de trois cents ont demandé à grands cris du travail ou des secours. On leur a répondu qu'on aviserait aux moyens de les satisfaire. A Middleton la même scène a eu lieu. A Rillglissi (Kerry), un magasin contenant des provisions a été pillé. D'un autre côté, les fermiers refusent dans certains cas de payer leurs fermages. A Waterford, un propriétaire a fait saisir le blé et les bestiaux de son fermier. Pendant la nuit, une troupe d'individus est arrivée, a arrêté et emprisonné les gardiens, et a enlevé le blé et les bestiaux.

Dans le district de Monasterevan (comté de la Reine), les propriétaires ont adopté des mesures plus avantageuses aux fermiers, et ont trouvé le moyen d'occuper un grand nombre de bras.

Q. P. O.

Paris, 14 octobre 1857.

Quelques journaux parlent toujours d'un changement prochain dans le personnel du cabinet. Il est certain disent-ils, que d'ici à l'ouverture de la session M. Cunin-Gridaire sera remplacé par M. Muret de Bort. Puisque les conjectures se bornent là, on nous pardonnera de ne pas chercher à les approfondir, car vraies ou fausses elles n'ont qu'une très mince importance.

—La cour a eu ses événements, un anniversaire et une triste solennité.

S. M. Louis-Philippe était entré, le 6 de ce mois, dans sa soixante-quinzième année. Le dernier né de M. le duc et de madame la duchesse d'Aumale; le prince qui, le 11 du mois dernier, peu d'instants après sa naissance, avait reçu le nom de duc de Guise, est mort au palais de Saint-Cloud dans la nuit du 10 octobre. Ses obsèques ont été célébrées à Dreux mardi 12.

—La veille de cette mort, le palais de Saint-Cloud avait été le théâtre d'une scène moins pénible, mais bien touchante. L'ancien roi de Westphalie, le prince Jérôme Bonaparte, et son fils le prince Napoléon étaient reçus par le roi.

Après trente-trois ans d'exil, le dernier frère de l'empereur rentre dans cette patrie qu'il a longtemps servie et toujours aimée. Nous sommes heureux de voir que le gouvernement a compris enfin que la loi de proscription qui avait frappé, en 1816, la famille de Napoléon a fait son temps. Cette réparation tardive n'est pas complète, mais nous espérons que le gouvernement achèvera son œuvre. Il sait ce qu'il lui reste à faire pour enlever à l'étranger ces débris dispersés de notre grande époque impé-

riale. La France, à cet égard, n'a qu'une opinion; elle n'oublie pas que le prince Jérôme a été un de ses plus fidèles et de ses plus braves défenseurs.

Alger faisait le 5 octobre à son nouveau gouverneur-général une réception brillante. De son côté le jeune prince a compris à merveille la position que lui font dans une fonction aussi éminente son âge et sa naissance. Il a parlé avec chaleur de ses bonnes intentions, avec modestie de ses propres services, avec une admiration sentie de ceux qu'ont rendus ses devanciers.

En Espagne, la politique française semble avoir repris le dessus. Nous nous servons là d'expressions parfaitement impropres à nos yeux: nous ne voyons en Espagne que des hommes cherchant à pratiquer une politique espagnole, mais il faut bien parler comme tout le monde quand on veut être compris. Donc, comme nous le disions tout à l'heure, la politique française l'emporte à Madrid. La Gazette du 5 a annoncé la formation d'un nouveau ministère, dont le général Narvaez est le président; il a pour collègues MM. Sartorius à l'intérieur, Orlando aux finances, Ros de Oiano à l'instruction publique, Cordova à la guerre et, par interim, à la marine: Arrazola à la justice. Le premier acte du nouveau cabinet a été de convoquer les Cortès pour le 15 novembre. C'est un début de bon augure, faire appel aux Cortès, c'est montrer l'intention de gouverner avant tout avec et pour l'Espagne. Ce retour aux affaires du parti modéré dans son expression la plus élevée et la moins exclusive ne nous étonne pas, c'est là qu'est la véritable force du régime constitutionnel en Espagne; c'est là qu'est son avenir.

Les Cortès convoquées, le ministère a cru devoir suspendre l'exécution d'un décret d'organisation administrative rendu par le cabinet précédent; la matière sera réglée par les Chambres; il en sera de même, dit-on, de toutes les mesures importantes arrêtées par le cabinet Salamanca, sauf l'amnistie.

Du côté de l'Italie, l'évacuation de Ferrare par les Autrichiens est un fait aujourd'hui certain, sinon accompli, et nul ne conteste que l'intervention de notre diplomatie y ait assez puissamment contribué. La question de droit reste en litige, mais la retraite des Autrichiens est par elle-même un acte important dans les circonstances actuelles, un nouveau gage du maintien de la paix dans les états réformistes de l'Italie, si eux-mêmes savent et veulent la maintenir. En même temps, le ministère autorise avec éclat la vente de 10,000 des meilleurs fusils de nos arsenaux pour armer les gardes civiques de la Romagne; n'est-ce pas encore là réponse à ceux qui l'accusent d'abandonner la cause du Saint-Père.

Rien de nouveau en Toscane, en Piémont, à Naples même, où le gouvernement semble avoir remporté sur l'insurrection des avantages assez marqués pour ne plus songer aux réformes dont il avait été question dans un moment de détresse. Mais ce ne sont là que des bruits fort controversés.

A Rome le Pape vient encore de réaliser une de ses promesses en organisant, pour l'administration des affaires de la capitale et de son territoire, l'agro-romano, un conseil et un sénat. Le conseil délibérera sur toutes les questions d'intérêt public, le sénat administrera. Le conseil se compose de 100 membres, dont 64 propriétaires sans privilège pour la noblesse, 32 appartenant aux professions libérales moins le clergé et 4 représentant le corps ecclésiastique. L'administration se compose d'un sénateur et de 8 conservateurs ou adjoints constituant ensemble le sénat. Les membres du premier conseil seront choisis par le Pape; ils nommeront eux-mêmes leurs successeurs. En Suisse, la politique française est moins heureuse. Rien de nouveau dans la situation générale des deux partis, mais les journaux font grand bruit en ce moment d'une vente d'armes faites, il y a quelques semaines, par l'arsenal de Besançon, de fusils et de canons réputés armes de rebut, à un agent plus ou moins avoué du Sonderbund. Cette vente et cette destination, le gouvernement français les a sans aucun doute autorisées; il veut donc la guerre civile en Suisse; il a donc pris ouvertement parti pour les catholiques; tranchons le mot, pour les jésuites. Nous croyons que le gouvernement français ne veut pas la guerre en Suisse et que dans sa conviction, l'un des moyens qui peuvent la prévenir, c'est la force du parti qui, bien décidé à la soutenir, n'a aucune raison de la commencer. Ces ventes ou envois d'armes n'en sont pas moins une faute, surtout lorsque, comme il arrive aujourd'hui, les convois n'arrivent point à leur destination et sont arrêtés en route. On ne fait alors que causer une agitation dangereuse et on crée des périls du genre même de ceux qu'on voulait prévenir. Il fallait, ou ne pas autoriser l'exportation, ou prendre de telles mesures que les convois arrivassent à leur destination.

Les Chambres bavaroises et les Chambres grecques viennent simultanément à peu près de voter leurs adresses en réponse au discours d'ouverture de la session. La première exprime un vœu de progrès, la seconde est une adhésion complète à la politique du roi Othon et de son ministère.

Q. P. O.

ETATS PONTIFICAUX.—Le cardinal Ferretti est allé inspecter la garnison du château Saint-Ange. Après que le carré eut été formé sur la place d'armes, le cardinal fit entendre l'allocution suivante:

"Soldats! je viens près de vous par le commandement exprès de notre bien-aimé souverain pour vous témoigner en son nom l'expression de sa satisfaction. Vous devez être flattés de ce trait de bienveillance vraiment extraordinaire, parce que je ne crois pas qu'il soit ordinaire aux souverains de se servir de leur premier ministre, comme sa sainteté le fait aujourd'hui, pour porter des paroles qui ont leur place habituelle dans les ordres du jour.

"Je profite de cette circonstance pour vous exhorter à demeurer observateurs du devoir et de la discipline, non que j'aie des raisons particulières de vous le dire. Grâce à Dieu, nous sommes tranquilles paisibles, plus peut-être qu'aucun autre peuple. Cependant, si quelque danger se présentait (ce qui certainement n'est pas), je suis certain que, reconnaissants et pieux envers votre souverain, qui est aussi votre père, vous donneriez des preuves de votre fidélité et de votre courage, ET VOUS NE SERIEZ PAS SEULS... je serai votre compagnon.

"Quoique revêtu de l'habit du prêtre, et que je ne puisse avoir le courage militaire, je puis vous affirmer que j'ai assez de COURAGE CIVIL pour ne pas me tenir en arrière à l'occasion; mais, je le répète, le danger ne viendra pas. Soldats! je vous recommande trois choses: RELIGION, FIDÉLITÉ, DISCIPLINE. Vive Pie IX!"

Un cri général de vive Pie IX! suivi du cri vive le cardinal Ferretti! répondirent à ce discours. Le cardinal reprit immédiatement la parole:

"Si quelqu'un désire par la suite me parler en particulier, qu'on sache que chaque samedi je recevrai tous les militaires qui se présenteront soldats comme officiers.

Au sortir du château Saint-Ange, le cardinal se rendit à la caserne de Sora, occupée par les grenadiers.

Un ecclésiastique, le père Rossi, vient de partir de Rome, chargé d'une mission secrète du gouvernement pontifical auprès des cabinets de Vienne et de Berlin.

On lit dans le *Sémaphore de Marseille* du 8: "Nous apprenons que l'autorité maritime de Toulon vient de recevoir l'ordre de préparer pour le gouvernement romain 14,000 fusils qui devront servir à l'armement des gardes civiques des états du saint-siège. Deux échantillons de ces fusils sont partis pour Rome, par un des derniers paquebots, et probablement sur le premier avis reçu de cette capitale les caisses seront expédiées au saint-père."

On nous écrit de Rome, le 2 octobre: "Le *motu proprio* de Pie IX sur l'organisation du conseil municipal et du Sénat de Rome vient d'être publié. C'est une grande réforme pour Rome, privée depuis si longtemps du bénéfice des institutions municipales dont jouissent les autres villes des Etats-Pontificaux. Ce décret est généralement approuvé, car il est conçu dans des principes libéraux. C'est ainsi, par exemple, qu'il enlève aux autorités ecclésiastiques la tenue des registres de l'état civil pour la remettre aux mains des autorités civiles.

ITALIE.—Les esprits sont plus tranquilles dans la Péninsule, et la cause des réformes pacifiques y fait chaque jour quelques progrès. Le grand duc de Toscane vient de modifier de nouveau son ministère. Le marquis Ridolfi prend la place de M. Paver, ministre de l'intérieur, et le comte Serriarri est nommé ministre des affaires étrangères. Ces deux nominations sont favorables aux idées libérales et modérées, et le ministère toscan, tel qu'il se trouve actuellement constitué, nous paraît tout à fait en mesure de réaliser les réformes que l'opinion publique réclame et que le grand-duc Léopold II veut libéralement introduire dans ses Etats.

Les nouveaux ministres ont signalé leur arrivée au pouvoir par une mesure qui recevra l'assentiment général. La préfecture de police (*presidenza di buon governo*), dont le pouvoir arbitraire avait fini par paralysier, dans une multitude de cas, l'action des lois, vient de perdre son indépendance. Replacée directement désormais dans les attributions du ministère de l'intérieur, elle ne pourra plus agir sans contrôle. C'est là un premier pas vers cette séparation du pouvoir judiciaire et du pouvoir administratif qu'on devait réclamer pour la Toscane.

ANGLETERRE.—La reine a prescrit, le 20 septembre dernier, par une lettre adressée à l'archevêque de Canterbury, que des actions de grâces seraient rendues à Dieu dans toutes les églises pour l'abondance des récoltes de cette année. Ces prières, qui seront dites le 17 octobre courant, seront suivies d'une collecte dont le produit est destiné à secourir les parties de l'Irlande et de l'Ecosse qui souffrent encore de la dernière disette.

La Reine douairière, la Duchesse Ida, le prince et la princesse de Saxe-Weimar et leurs suites, se sont embarqués samedi dernier à bord du *Houe* de 120 canons. Ce vaisseau, accompagné du sloop à vapeur *Scourge* se rend à Lisbonne où la Reine douairière va faire une visite à la reine de Portugal pour de là se rendre à Madère.

D'après des lettres datées de Turin, le 2 octobre, le comte de Minto a eu une audience du roi de Sardaigne et ne se rendra à Rome qu'après avoir reçu de nouvelles dépêches d'Angleterre.

Un événement qui aura probablement des suites fatales est arrivé il y a quelques jours à la foire de Nottingham, dite *Goose Fair*. Une foule de monde était réunie entre 9 et 10 heures au soir dans la ménagerie de M. Hilton, laquelle possède le célèbre lion *Nero*. Tout à coup un cri terrible parti de la loge de l'animal glaça d'épouvante toute l'assemblée: il provenait de la nommée Caroline M'Pherson. Cette femme depuis six mois, entre dans la loge de *Nero* et montre aux spectateurs la puissance qu'elle a acquise sur ce terrible animal. Le soir en question, elle se promenait devant la loge, en dedans de la corde tendue devant les spectateurs; elle tenait dans ses bras sa nièce âgée de trois ans. Soudain *Nero* avança ses deux pattes entre le plancher et le barreau horizontal de sa loge et saisit la tête de l'enfant qu'il déchira ainsi que son bras droit. On fut obligé d'employer la force pour le forcer de lâcher prise. On craint pour les jours de la victime.

TURQUIE.—Le *Courier de Constantinople*

publie la note suivante, qui lui a été communiquée par l'intendance sanitaire:

"A compter du 9 septembre, jour de l'apparition du choléra-morbus à Trébizonde, jusqu'au 14, la maladie a été en augmentant; mais du 15 au 18 date des plus récentes nouvelles, les attaques ont été moins nombreuses et les symptômes moins alarmants. Il y avait eu jusqu'alors en tout environ 390 cas dont 103 suivis de mort. Le médecin sanitaire fait du reste observer que la maladie n'offre pas la violence avec laquelle elle s'était présentée lorsqu'elle a envahi l'Europe presque entière, et que des malades qui reçoivent à temps les secours de la médecine, il s'en sauve 90 sur 100. Quelques accidents avaient eu lieu aussi dans les villages voisins, et quant au littoral, faute d'arrivages, on ne savait rien de positif.

"C'est le pyrosopape autrichien le *stambol*, arrivé le 21 courant à Constantinople, qui a apporté ces nouvelles.

"Ce pyrosopape était parti avec plus de deux cents passagers. Trois parmi eux n'avaient pas tardé à tomber malades et à présenter tous les signes du choléra. Deux succombèrent pendant la traversée, et le troisième, attaqué le dernier, était dans un très mauvais état lors de l'arrivée du pyrosopape. Dans cette grave circonstance le petit lazaret de Cavak ne se trouvant pas encore disponible, l'administration sanitaire dut, dans l'intérêt de la santé publique de la capitale, comme dans celui des voyageurs et du personnel du bord, diriger le pyrosopape aux Dardanelles pour qu'il y subit sa quarantaine.

"A Kars, le choléra a presque entièrement cessé, et dans la ville d'Erzeroum, à la date du 4 septembre, il n'y avait plus que quelques attaques isolées."

LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES.

L'opposition libérale, qui représente fidèlement les besoins et les opinions de la majorité du peuple Canadien, poursuit sans relâche depuis quatre ans, la réalisation sincère et sérieuse de la vérité du gouvernement responsable. Elle travaille à établir sur une base solide la pratique des institutions constitutionnelles et par ces institutions à amener dans le pays la confiance, la prospérité, le bien-être. Le ministère actuel au contraire s'est servi de ces institutions et s'en sert encore pour les corrompre, pour introduire l'immoralité publique dans la société et répandre dans toutes les parties de l'administration d'ignobles habitudes de trafic.

L'opinion public n'a pu voir sans un profond dégoût le spectacle des faits accomplis dans ces dernières années tant au sein du parlement qu'au dehors. Les amis même du cabinet n'ont pu s'empêcher de le condamner et de le flétrir. Enfin on va jusqu'à dire, (et il y a nous croyons beaucoup de vérité dans cette remarque) que le chef de l'exécutif, le gouverneur général lui-même, est fatigué de voir le pays aux mains d'hommes aussi complètement nuls et incapables qu'il ne veut pas consentir à leur laisser traverser encore une session avec une majorité d'une ou deux voix, et qu'en conséquence il va dissoudre le parlement et faire un appel au pays.

Maintenant le remède est entre nos mains et nous le demandons aux électeurs du Canada: Allez-vous laisser sacrifier plus longtemps les grands intérêts du pays? Allez-vous permettre au système d'intrigue et de corruption introduit par le cabinet actuel, de s'établir en permanence parmi nous? Vous ne le voulez pas. Alors organisez-vous, préparez-vous dans tous les comtés et aux prochaines élections générales, ne choisissez que des hommes sur lesquels vous puissiez compter pour vous représenter en parlement. Prenez garde à ces courtisans de tous les pouvoirs qui voudront acheter vos suffrages par des promesses de places et de faveurs. Ceux-là trahiront votre mandat. Ils ne sont animés que d'ambitions personnelles. Ils veulent transformer en profession lucrative le sacerdoce de la députation. Ils veulent vous vendre à vos ennemis pieds et poings liés.

Le moment est favorable pour organiser une agitation sage, modérée, énergique. Le ministère actuel a bravé, dédaigné, révolté le bon sens du peuple Canadien. Les hommes politiques de toutes les nuances le sentent plus que jamais. Ils savent aussi qu'il ne s'agit pas seulement aujourd'hui du sort d'un ministère, mais de l'avenir du pays. Il y a des symptômes de réactions libérales au sein du parti ministériel. Les excès du système, les fautes de l'administration, la nouvelle situation commerciale, tout cela a amené cette réaction salutaire. Sachons en profiter, mais surtout organisons ce qui triomphera de tout, la force morale, la volonté.

Abrégé du rapport mensuel d'agriculture de M. Evans publié dans le *Pilot*.—Mois d'octobre.

Il n'y a que peu de chose à ajouter aux rapports précédents pour ce qui regarde la récolte. Les patates étaient à peu près le seul objet de culture qui ne fût pas mis en sûreté avant le 1er d'octobre et le temps a été très-favorable pour les cueillir. Dans plusieurs endroits elles ont paru parfaitement saines, pendant que dans d'autres elles étaient atteintes de maladie particulièrement celles semées dans des terrains bas et humides. Il paraît cependant que les patates qui étaient saines quand on les a cueillies, ont donné depuis des apparences de se gâter; de sorte qu'il n'est pas sûr qu'on puisse les conserver bonnes pendant tout l'hiver. Les patates semées de bonne heure et dans une terre sèche auront plus de chances que les autres d'être conservées intactes, si on les entretient convenablement et si on ne les met pas en tas par trop grandes quantités. On doit aussi faire attention qu'elles soient tenues parfaitement sèches. Il est maintenant temps de se convaincre que l'on ne peut sans risquer planter des patates sur un pied étendu. On peut être tenté d'en cultiver par ce qu'elles se vendent cher; cepen-

dant c'est parce qu'elles manquent chez les uns qu'elles sont d'une grande valeur pour les autres. En les plantant de bonne heure, les cultivateurs soigneusement et dans un terrain convenable, on pourrait recueillir probablement une quantité de patates suffisante pour la table. On peut dire suffisamment, car il n'est pas du tout désirable qu'elles deviennent la nourriture principale du peuple, d'après l'exemple de l'Irlande que nous avons sous les yeux. Les vrais amis du pays regardent la misère des classes pauvres comme provenant de ce qu'elles se reposent uniquement sur les patates pour vivre. Il n'est pourtant pas nécessaire pour nous de cultiver les patates comme principal article de nourriture.

Nous avons une grande abondance de terre propre à tous les grains, et il est actuellement temps de la préparer pour l'année prochaine. Le mois d'octobre a été très-favorable pour labourer et pour égoutter la terre. Il est très important de faire de bons fossés et de bonnes rigoles dans le labour d'automne, de manière que l'eau puisse s'écouler immédiatement à la fonte des neiges. Du labourage et de l'égout des terres dépend en grande partie le succès du cultivateur. Il n'est pas suffisant de tourner la surface ou la coëgne de la terre, ou de la renverser par lisères de neuf ou dix pouces, mais il est très important de la dépouiller, de labourer, sur deux sens et de herser avec des herseaux, s'il le faut. Il ne faut pas dire qu'il faut trop de temps et trop d'argent pour cultiver de la sorte, ce temps et cet argent ne sont pas plus perdus que les grains que l'on destine à l'engraissement des animaux.

Les cultivateurs n'ont pas encore battu beaucoup de grains. L'orge est ordinairement le premier grain qu'on porte au marché, mais il ne s'en est vu qu'une bien petite quantité jusqu'à ce jour. Il n'y en a pas beaucoup de bonne pour la semence, il serait bon de s'en procurer pour les printemps. Le blé ne paraît pas sur les marchés avant l'hiver. On pense que les prix du grain seront aussi hauts au printemps qu'à présent. Ceux qui le peuvent feraient bien de se procurer une semence pure de blé de la Nouvelle-Angleterre et qu'elle est à un prix élevé chez nous ce serait avantageux de faire venir de l'avoine de semence de la meilleure qualité par les premiers vaisseaux du printemps. Le prix du foin est presque double de ce qu'il était à la même époque, l'an passé.

Les fourrages de toute espèce seront cette année bien chers comparativement à l'an passé. La saison est extrêmement favorable, et chaque semaine de beau temps est actuellement une grande épargne pour la nourriture des animaux. Les marchés sont bien fournis de viandes de bonne qualité, et les prix, bien que plus élevés que l'an passé, sont cependant raisonnables et très rémunérateurs pour les bouchers ou fermiers. Il y a eu beaucoup d'ouvrage pour les hommes et les chevaux près de Montréal cette année, et pour le bassin du canal Lachine et pour la nouvelle ligne du railroad, ce qui était fort avantageux pour les émigrés en état de travailler. Il est difficile de prédire ce qui arrivera cet hiver, mais ce qui est certain, c'est qu'un grand nombre de personnes dépendront de leurs gages pour vivre et que si on ne les emploie pas, elles devront trouver à vivre d'une manière ou d'une autre.—Traduction de la *Minerve*.

NOUVELLES DIVERSES

Nous lisons avec plaisir dans le *Journal de Québec* du 6 novembre:—"Le manifeste, adopté à l'assemblée d'hier soir, par le comité constitutionnel de la Réforme et du Progrès, est un programme tout fait qui dans les prochaines élections générales servira de guide et aux candidats et aux électeurs. Dans cet écrit éloquent sont énumérés les griefs les plus flagrants qui pèsent sur le pays et les inégalités politiques et sociales dont souffre la population du Bas-Canada. Les comités et les sections de comités doivent s'organiser sans délai, afin de s'entendre et de se réunir contre le mauvais vouloir, les coteries et les charlatans."

Le chemin de fer de Lachine est presque terminé. On espère qu'il sera en opération le premier Décembre.

Le bal de bienfaisance de mardi prochain. Nous n'avons pas besoin d'inviter nos lecteurs à se rendre en foule au bal de mardi prochain. Le haut patronage des dames et messieurs qui sont mis à la tête de cette soirée suffit pour réunir bonne et nombreuse compagnie.

Le Député maître général des postes vient d'adresser une circulaire aux employés de son département par laquelle il leur enjoit de ne plus recevoir de *Postage Américain* sur les lettres ou papiers venant des ou allant aux Etats-Unis, après le 16 novembre courant. Ainsi on ne pourra à l'avenir affranchir les lettres que pour le Canada. Ce règlement produira de grands inconvénients.

La Ste. Catherine.—Comme on peut le voir par l'annonce, cette charmante fête nationale sera chomée encore cette année par un bal. On se rappelle la gaieté franche et vive, les plaisirs de la Ste. Catherine de 1846. C'est plus qu'il en faut pour assurer à la fête de cette année un succès fou. Tout le monde voudra y aller. Tout le mondeira.

Le télégraphe électrique entre Montréal et Troy sera bientôt terminé. Montréal correspondra alors directement avec New-York, le Haut-Canada et Québec. L'été prochain ce sera le tour de Boston, on a projeté une ligne de Burlington et qui devra passer par Montpelier et New-Hampshire.